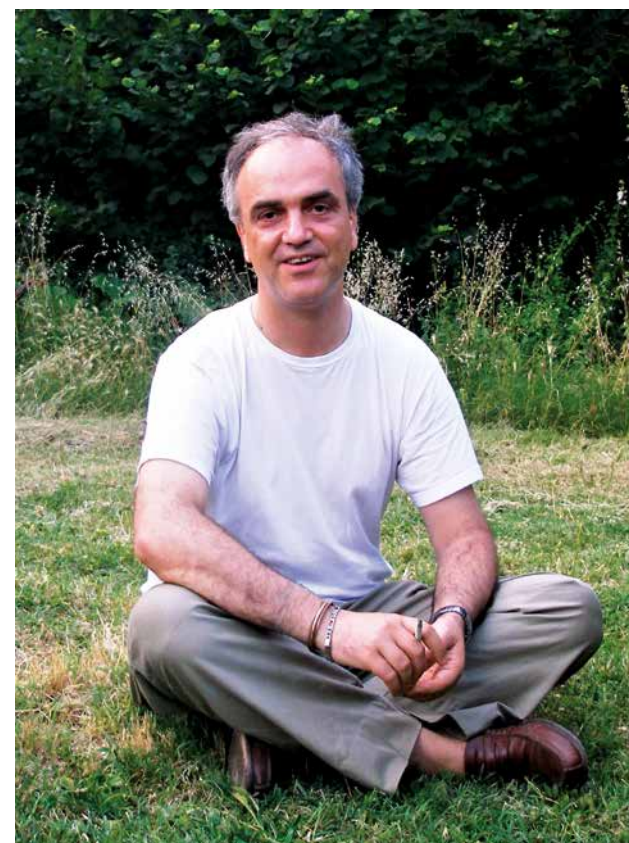


RAPPORT ANNUEL 2018



CIAO PAOLO



Le 10 mars 2019, Paolo Dieci, partenaire fondateur du CISP et son président, a perdu la vie à cause d'une tragique catastrophe aérienne dans le ciel de l'Éthiopie. Paolo a consacré sa vie à la coopération au développement, en employant son engagement et ses compétences professionnelles, en particulier dans les contextes de crise et d'extrême pauvreté. La compétence professionnelle de Paolo, reconnue bien au-delà des frontières nationales, n'est dépassée que par son humanité. Sa passion et son engagement inlassable en faveur de la promotion de la solidarité et du développement dans les régions les plus pauvres de la planète étaient ancrés dans la conviction profonde qu'une société plus juste et plus solidaire, fondée sur le respect des droits fondamentaux de tous, est possible. Toujours attentif aux différents aspects de la réalité, il était déterminé à rechercher le dialogue avec tous les acteurs sur le terrain - à commencer par les acteurs mêmes des processus de développement - pour trouver des solutions communes et durables et pour tracer des voies de changement et de développement visant à améliorer la vie des personnes. Les vastes connaissances, l'engagement et l'enthousiasme de Paolo ont été une énorme source d'inspiration pour nous au fil des ans. Alors que nous pleurons son décès, nous célébrons la mémoire d'une personne extraordinaire dont nous reconnaissons l'humanité comme un précieux héritage à honorer et nous nous engageons à suivre son enseignement sans relâche et avec dévouement.

"AVONS-NOUS ENCORE BESOIN D'UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE ? ET SI OUI, POURQUOI ?"

Lettre écrite par Paolo Dieci au quotidien "Avvenire" (18.01.2018) à l'occasion du 35ème anniversaire de la fondation du CISP

Cher directeur,

Célébrer ses 35 ans constitue une étape importante pour le CISP. Nous arrivons à ce rendez-vous avec une richesse de 1500 projets dans plus de 30 pays de toutes les régions du monde, qui nous ont permis d'atteindre directement 100 millions de personnes, d'assurer l'accès à l'eau potable, le droit à l'éducation, aux soins de santé, au crédit, d'inspirer des politiques publiques inclusives et durables. Cet anniversaire est pour nous l'occasion de réfléchir sur le sens de notre travail, aujourd'hui, en essayant de répondre à la question: la coopération internationale est-elle encore nécessaire, et si oui, pourquoi? Il existe aujourd'hui un véritable genre littéraire développé autour du scepticisme sur l'impact de la coopération et nous sommes convaincus que c'est à nous de donner des réponses claires et concrètes à ce scepticisme.

Renforcés par des années de travail avec les communautés locales, par l'analyse de centaines de rapports d'évaluation des projets réalisés, par la comparaison systématique avec nos partenaires dans les pays où nous opérons, nous répondons ainsi à la question de l'utilité de la coopération: oui, la coopération internationale est nécessaire, elle est en effet dans de nombreuses régions du monde le seul outil qui peut être activé pour apporter des réponses durables aux droits niés et besoins non satisfaits. Elle sert également à inspirer des politiques publiques inclusives et durables.

Ce n'est pas une aspiration générale, c'est pour le CISP l'histoire de ces 35 ans. Si nous n'étions pas convaincus de la nécessité de la coopération internationale, nous aurons pu considéré l'histoire commencée il y a 35 ans comme terminée. La vérité, c'est qu'au contraire, nous attendons avec impatience les 35 prochaines années, qui verront des milliers de jeunes Africains, Européens, Latino-américains, citoyens de la Méditerranée et du Moyen-Orient, qui représentent et représenteront notre force, comme protagonistes de notre association.

Cinq mots peuvent servir à résumer le sens de notre mission, que nous plaçons au centre du débat sur la coopération internationale dans le monde contemporain.

*Le premier mot est l'**obligation** de rendre compte, qui consiste à rendre compte des résultats des analyses d'impact des projets.*

*Le second est le **professionnalisme**, qui représente un engagement déontologique envers les pays et les communautés.*

*Le troisième est le **partenariat**: les défis de la pauvreté et de l'injustice ne peuvent être relevés seuls. C'est pour cette raison que nous avons fondé le réseau Link 2007 avec d'autres ONG en Italie et dans chaque pays nous formons des alliances avec des institutions, des associations professionnelles, des entreprises, des universités, des centres de recherche et des associations de la société civile.*

*Le quatrième mot est **prise en charge**: les protagonistes des processus de développement sont, dans chaque pays, les sujets locaux représentant le tissu communautaire, institutionnel, associatif, universitaire et entrepreneurial.*

*Le cinquième mot est **innovation**, qui se traduit, dans tous les contextes, par l'analyse des bonnes pratiques existantes et l'identification des innovations techniques et sociales possibles en termes d'efficacité et de durabilité.*

Paolo Dieci



PROFIL DU CISP

STATUT JURIDIQUE, OBJECTIFS ET DOMAINES D'ACTION

Le CISP est une **Organisation non Gouvernementale (ONG)** créé le 10 janvier 1983 à Rome. Grâce à des partenariats avec des agences internationales, des entreprises, des institutions publiques, des universités, des instituts de recherche, des associations, des ONG internationales et locales, le CISP a mis en œuvre et continue de mettre en œuvre des projets d'aide humanitaire, de réhabilitation et de développement dans plus de 30 pays d'Afrique, d'Amérique latine, du Moyen-Orient, d'Asie et d'Europe de l'Est. En Italie et dans les pays de l'Union européenne, il promeut des initiatives de politique culturelle, de promotion de la solidarité internationale et de soutien à l'inclusion sociale.

Les projets du CISP sont conçus pour répondre à des besoins prioritaires et résoudre des problèmes concrets et pour identifier, formuler et consolider des politiques sectorielles spécifiques, de nature générale et en référence à des pays et des zones géographiques spécifiques. Dans notre pratique, la protection des droits de l'homme et la réponse aux besoins individuels et communautaires sont intégrées dans des stratégies opérationnelles coordonnées avec les partenaires avec qui nous travaillons.

TRAVAUX THÉORIQUES, PUBLICATIONS ET ÉTUDES APPROFONDIES

Le CISP produit des publications et du matériel audiovisuel et **favorise les occasions de rencontres** et d'études approfondies pour informer l'opinion publique sur les expériences de coopération les plus significatives. En outre, dans le cadre de ses programmes, il organise des événements, des séminaires et des conférences pour **échanger des expériences et promouvoir des innovations** et des politiques publiques d'intérêt pour les pays dans lesquels il opère. Sur le site web du CISP (www.cisp.ngo) vous trouverez les principales réalisations de notre association.

ORGANISATION STATUTAIRE ET OPÉRATIONNELLE

L'Assemblée Générale se réunit au moins une fois par an pour délibérer sur la planification et le bilan définitif. Tous les trois ans, elle élit le Président, le Directeur, les autres membres du Conseil de Direction et les Commissaires aux Comptes. Le Président est responsable de la représentation politique de l'Association, de la coordination des relations avec les interlocuteurs institutionnels et de l'exercice des activités de supervision. Le Directeur est le représentant légal du CISP et coordonne le contrôle de gestion. Le Conseil de Direction définit chaque année les rôles et les responsabilités du personnel du bureau de Rome, surveille son travail et prend des décisions d'importance générale. La coordination opérationnelle des activités est assurée par le Comité Exécutif, qui est formé par le président, le directeur et d'autres gestionnaires nommés par le Conseil de Direction. Les projets sont coordonnés au siège de Rome par les Directeurs des Aires géographiques de l'Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Europe de l'Est et Asie, Moyen-Orient et Méditerranée, Italie et Union européenne. En plus de son bureau de Rome, le CISP a également d'autres bureaux régionaux en Italie et, dans les pays où il opère, des bureaux nationaux coordonnés par des représentants nationaux. La vie organisationnelle et administrative du CISP est régie, en plus de ses Statuts, par un Système de Gestion composé de trois parties: le Manuel administratif, le Code de Comportement et le Système de Vérification. Les états financiers annuels sont vérifiés par un cabinet indépendant. CISP est une association dotée de personnalité juridique reconnue par l'État italien. Dans les pays où il opère, il est généralement reconnu par les lois nationales.



RELATIONS DE COOPÉRATION ET AFFILIATIONS

Pour donner plus d'efficacité à son action, le CISP collabore avec d'autres organisations et participe à différentes associations et réseaux thématiques et géographiques. Il s'agit notamment de Link 2007 *Cooperation in Network* (qui fait partie du Forum Permanent du Troisième Secteur, du Réseau pour la Paix et de l'Alliance Italienne pour le Développement Durable), de la Confédération européenne des ONG pour l'aide humanitaire et le développement (Concord) et du *Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction* (Réseau mondial des organisations de la société civile pour la prévention des catastrophes (GNDR)). En 1997, le CISP, avec d'autres ONG et universités, a fondé le Réseau de Coopération et de Développement (CDN), un réseau international fournissant formation avancée aux responsables locaux pour le développement humain durable, qui gère des masters en développement humain en Italie (Master CD-Pavia; Afrique, Mecohd Kenya; Amérique latine, ELACID Colombie; Népal, MICD Katmandu; Palestine, MICAD Bethlehem).

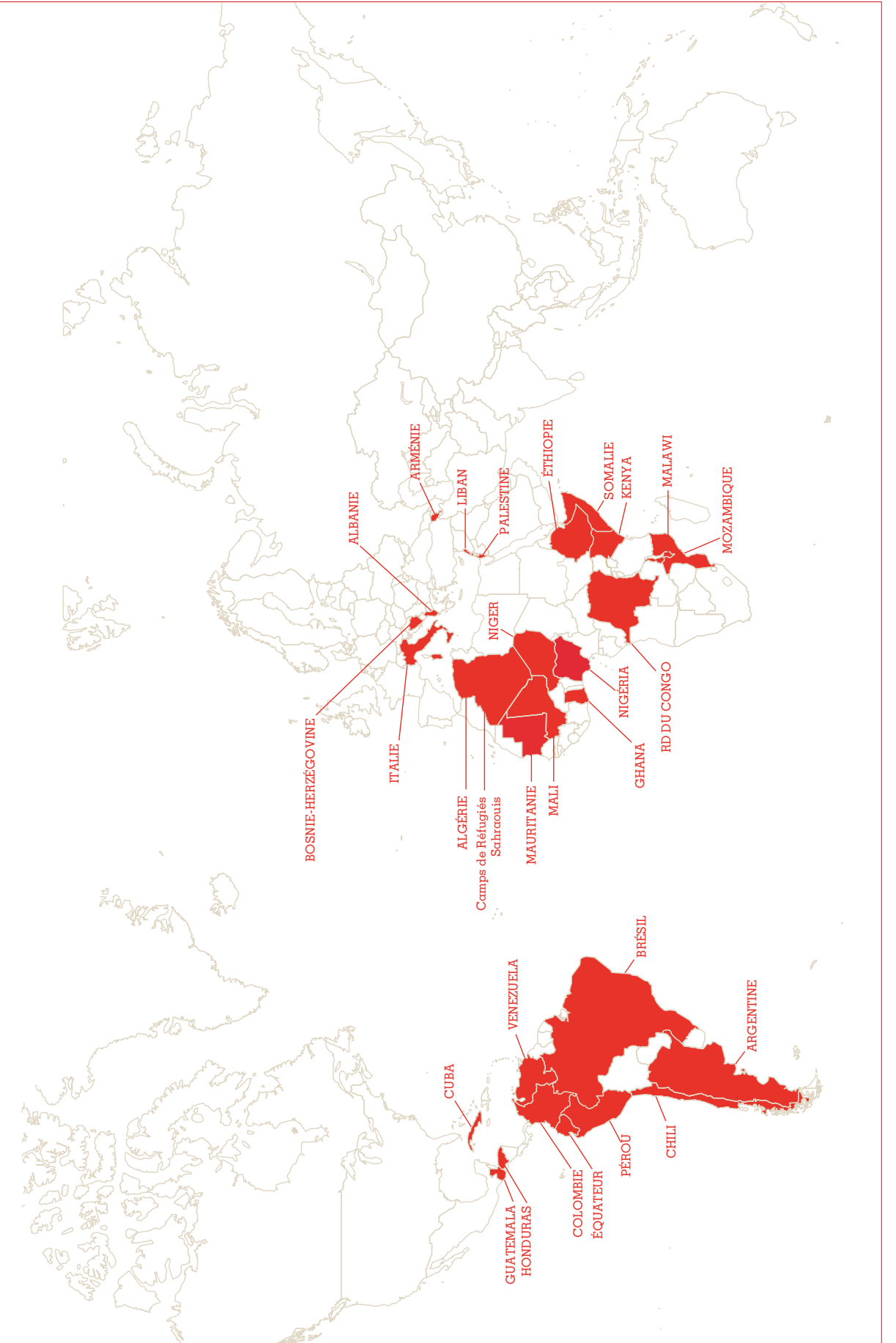
FINANCEMENT ET RESSOURCES

Les projets du CISP sont soutenus par le **financement et les contributions de particuliers**, d'associations, de fondations, d'entreprises et d'institutions publiques en Italie et à l'étranger. Parmi ces dernières figurent: l'Union européenne, l'Agence Italienne de Coopération au Développement, les autorités locales italiennes, les agences des Nations Unies, les agences gouvernementales des pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), les gouvernements nationaux et les gouvernements locaux des pays dans lesquels il opère. Les comptes annuels, y compris les rapports des auditeurs et de l'organisme de certification, sont publiés sur le site www.cisp.ngo.



OÙ NOUS TRAVAILLONS

2018



■ OÙ NOUS AVONS OPÉRÉ EN 2018

DE LA DÉCLARATION D'INTENTION AUX STRATÉGIES OPÉRATIONNELLES

La Déclaration d'intention du CISP "Droits, Durabilité, Changement" identifie 13 priorités générales, associant chacune d'elles à un ou plusieurs des objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 (ODD Objectifs de développement durable). L'action du CISP en 2018 s'est inspirée de ces priorités comme indiqué ci-dessous.



BÂTIR DES PONTS, PROMOUVOIR LE DIALOGUE ET L'INTÉGRATION

Afrique

Au **Niger**, nous avons développé des partenariats avec des institutions publiques et des universités nationales et locales pour mettre en œuvre des programmes de planification urbaine. Au **Malawi**, au **Mozambique**, en **Éthiopie** et au **Kenya**, nous avons renforcé les partenariats et les alliances avec les universités, les institutions publiques et les acteurs du secteur privé pour renforcer les chaînes de valeur, notamment dans le secteur agroalimentaire.

Amérique latine et Caraïbes

En **Argentine**, nous avons intensifié notre collaboration avec les organisations et les autorités locales pour renforcer les stratégies opérationnelles de prévention des catastrophes. Dans tous les autres pays de la région, nous avons continué à rechercher des alliances stratégiques avec les secteurs public et privé pour relier les projets de développement communautaire aux politiques publiques inclusives.



Europe de l'Est et Asie

En **Bosnie-Herzégovine** et en **Albanie**, nous avons encouragé la coopération avec les institutions, les autorités locales et les organismes de recherche des pays de l'Union européenne et encouragé les partenariats entre les acteurs publics, privés et de la société civile, en particulier pour favoriser le développement territorial, la valorisation des ressources naturelles et des zones protégées et le développement du tourisme durable. Au **Népal**, dans le cadre du CDN, nous soutenons la formation de *leaders* provenant de la société civile en partenariat avec les universités.

Méditerranée et Moyen-Orient

Le partenariat mondial multipartite (organisations de la société civile - OSC, institutions, pouvoirs publics et acteurs privés) est une pratique largement répandue dans les projets du CISP dans tous les pays où le CISP opère. Au **Liban**, le CISP a encouragé les partenariats multipartites pour la création et la gestion d'infrastructures durables dans le secteur de l'approvisionnement en eau, afin de répondre aux besoins croissants dus à la présence de réfugiés syriens.



JUSTICE SOCIALE ET INCLUSION

Afrique

Au **Niger**, nous avons mené des interventions en faveur des populations réfugiées et déplacées et pour la protection des migrants dans les zones les plus pauvres exposées aux crises humanitaires.



En **République démocratique du Congo (RDC)** et au **Malawi**, nous avons soutenu des zones rurales marginales avec un accès réduit aux services de base. En **Somalie**, nous avons mené des interventions dans les régions centrales du pays et en faveur des populations déplacées dans les centres urbains.

Au **Kenya**, en **Mauritanie** et en **Ethiopie**, nous avons promu des actions de développement en faveur des zones et des groupes de population marginalisés et encouragé l'associationnisme des communautés rurales marginalisées (Kenya: nord, zones côtières, zones urbaines marginales; Mauritanie: Odh el Chargui; Ethiopie: *région Somali*, Borena).

Amérique latine et Caraïbes

Au niveau continental, nous avons activement soutenu la définition et l'approbation de politiques publiques sensibles aux questions de l'inclusion et de la justice sociale. En **Colombie** et en **Équateur**, nous avons renforcé la capacité des communautés locales à faire entendre leur voix par des processus de plaidoyer et de contrôle sur la mise en œuvre des politiques sociales.

Méditerranée et Moyen-Orient

Depuis le début de la crise syrienne, le CISP participe à la réponse humanitaire internationale. Au **Liban**, le CISP a mis en œuvre des projets d'aide humanitaire en faveur des **réfugiés syriens**, des interventions de développement en faveur des communautés d'accueil libanaises et des actions d'inclusion sociale et d'intégration entre réfugiés syriens et communautés libanaises. La réduction des inégalités et l'inclusion sociale sont les stratégies d'intervention du CISP également en **Palestine**, à travers des projets de promotion des opportunités sociales et économiques pour les groupes les plus vulnérables et marginalisés (enfants, femmes, bédouins et agriculteurs dans la Zone C de Cisjordanie).



ACCÈS À DES SERVICES DE QUALITÉ

Afrique

Au **Niger** et au **Kenya**, nous avons soutenu l'accès aux services de soins nutritionnels et aux services de base en général et renforcé les capacités de prévention des services de santé publique, ainsi que l'accès à l'enseignement universitaire. En **Mauritanie**, nous avons élargi l'accès aux services de base dans le cadre des plans de développement local. En **RDC** et en **Éthiopie**, notre action a permis d'assurer l'accès à l'eau potable et l'amélioration des conditions d'hygiène et de santé dans les zones rurales marginales. En **Somalie** et en **Éthiopie**, nous avons élargi l'accès des enfants handicapés à des services de santé et d'éducation inclusifs.

Amérique latine et Caraïbes

Au niveau continental, nous avons travaillé au renforcement des politiques en faveur des *Soft Skills* comme conditions essentielles pour la lutte contre la pauvreté. En **Colombie**, nous avons travaillé à améliorer l'éducation et les services offerts aux petites entreprises. Au **Guatemala** et au **Honduras**, nous avons travaillé à l'amélioration des services pour les peuples autochtones et les personnes handicapées. Nous avons renforcé nos interventions pour améliorer l'accès à des services de qualité pour la production agricole à **Cuba**, en **Colombie** et au **Guatemala**.



L'Italie et l'Union européenne

Conformément à l'objectif 4.7, nous avons étendu notre engagement à la promotion d'une éducation de qualité en incluant les thèmes de l'Agenda 2030 et de l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) dans les programmes, les méthodes pédagogiques et les environnements d'apprentissage scolaire. À cette fin, nous avons également développé des outils d'évaluation de l'impact de l'ECM dans les écoles et assuré la formation des enseignants, tout en poursuivant notre engagement en faveur de la formation avancée dans le développement humain et la coopération. Nous avons mis en œuvre des interventions pour lutter contre la pauvreté éducative et promouvoir des écoles ouvertes et participatives pour la prévention des difficultés par le biais de partenariats avec des associations et des coopératives locales.

Méditerranée et Moyen-Orient

Au Liban et en Palestine, nous avons développé des actions pour promouvoir l'accès de tous à un enseignement préscolaire, primaire et secondaire de qualité et à la formation professionnelle des adultes. Au Liban et en Palestine, nous avons poursuivi les interventions WASH (Water Sanitation & Hygiene) pour assurer l'accès à l'eau potable pour tous et réduire le nombre de personnes souffrant du manque d'accès à l'eau, tant parmi les réfugiés et les personnes déplacées que parmi les communautés hôtes les plus vulnérables. Nous avons également mené des interventions de promotion de la santé maternelle et infantile en Palestine dans la zone C de la Cisjordanie, en faveur des communautés qui n'ont pas accès aux services de santé, comme les populations bédouines et les agriculteurs et celles qui risquent d'être évacuées. Dans les camps de réfugiés sahraouis en Algérie, nous avons travaillé pour améliorer les conditions de vie par l'accès à l'éducation de base, la lutte contre l'abandon scolaire, l'amélioration des conditions de logement et le développement des opportunités de revenus. Dans ces domaines, nous avons encouragé le développement des compétences techniques des institutions locales.



ASSURER L'ÉGALITÉ DES CHANCES

Afrique

Au Niger, nous avons mis en œuvre des mesures visant à promouvoir l'accès au marché du travail et les possibilités de revenus pour les jeunes socialement exclus. En Somalie et au Mali, nous avons promu le rôle, les opportunités et l'accès des femmes aux services de base. Au Kenya, nous avons renforcé les capacités des communautés et des acteurs de la société civile à gérer les ressources publiques et à promouvoir le développement local. Grâce à des bourses d'études dédiées, nous avons permis à des étudiants marginalisés (par sexe, handicap et revenu) d'accéder à des études de troisième cycle. En Éthiopie et au Malawi, nous avons soutenu l'accès des femmes au crédit et à l'épargne dans le cadre de mesures d'autonomisation économique.

Europe de l'Est et Asie

Dans les Balkans et en Arménie, nous avons mené des actions pour soutenir les activités productives, l'esprit d'entreprise et l'innovation, pour encourager la création et la croissance des micro, petites et moyennes entreprises, notamment par l'accès aux services financiers. Dans ces pays, nous avons également travaillé à la promotion du tourisme durable par le biais d'une assistance technique qualifiée et d'échanges avec des institutions et des entités italiennes.



Méditerranée et Moyen-Orient

Au Liban, en Palestine et en Algérie, dans le cadre de projets visant à promouvoir les possibilités sociales, éducatives et économiques pour les groupes vulnérables, nous avons associé les bénéficiaires et les communautés locales à la gestion des services de base et encouragé le dialogue avec les responsables politiques pour assurer la stabilité et la continuité de ces services au profit de tous.



GARANTIR LE DROIT À LA PROTECTION HUMANITAIRE

Afrique

Au Niger, en Éthiopie, en Somalie et au Mali, nous avons œuvré pour intégrer les actions de prévention et de réponse aux crises cycliques et l'aide humanitaire aux populations réfugiées et déplacées, tout en assurant un soutien matériel aux populations hôtes. En Mauritanie, en RDC, au Kenya, en Éthiopie, au Malawi et au Mozambique, nous avons soutenu les populations des régions reculées touchées par les crises humanitaires en favorisant l'ownership des institutions locales. Dans ce cadre, nous avons activement encouragé les processus de localisation de l'aide en renforçant les capacités et la responsabilisation des acteurs locaux conformément aux principes de l'action humanitaire.

Amérique latine et Caraïbes

En Colombie et au Venezuela, nous avons garanti une aide humanitaire aux déplacés internes, aux migrants et aux familles victimes de catastrophes naturelles, socio-naturelles ou anthropiques.

En Équateur, nous avons fourni une aide matérielle aux migrants du Venezuela. En Argentine, nous avons continué à travailler sur la gestion des risques et la prévention des catastrophes.

Méditerranée et Moyen-Orient

En Algérie, dans les camps de réfugiés sahraouis, nous avons renforcé notre engagement à affirmer le rôle moteur des réfugiés dans la gestion et le suivi de l'aide humanitaire aux familles. Les interventions de protection humanitaire du CISP ont été menées en faveur des réfugiés syriens au Liban et des communautés vulnérables qui risquent d'être évacuées et déplacées dans la zone C en Cisjordanie (Palestine). Nous avons assuré l'accès aux services essentiels aux populations réfugiées et aux communautés d'accueil et favorisé le leadership actif et la résilience des bénéficiaires dans la gestion des ressources et des services.



SOUTIEN AUX GROUPES VULNÉRABLES ET MARGINALISÉS

Afrique

Au **Niger**, en **Mauritanie**, au **Kenya**, en **Éthiopie**, en **RDC**, au **Malawi** et au **Mozambique**, nous avons œuvré au renforcement de la résilience communautaire dans les zones rurales marginales par l'intégration des services de base, la diversification et les activités génératrices de revenus, la responsabilisation économique, la prévention des catastrophes et le renforcement des capacités des groupes vulnérables à résister aux chocs.

Au **Niger** et au **Kenya**, nous nous sommes efforcés de prévenir la malnutrition par des activités de sensibilisation et de formation à l'intention des communautés vulnérables, des activités de plaidoyer et de dialogue avec les institutions et le renforcement des services d'assistance.

Amérique latine et Caraïbes

Partout sur le continent, nous avons continué à mettre en œuvre des programmes en faveur des populations les plus vulnérables, telles que les victimes du conflit en **Colombie**, les populations autochtones handicapées au **Guatemala**, les familles touchées par le tremblement de terre en **Équateur**, les migrants du **Venezuela**, les familles vivant dans des zones arides et ayant des problèmes de sécurité alimentaire et de malnutrition au **Honduras** et au **Guatemala**.

Europe de l'Est et Asie

En **Bosnie-Herzégovine** et en **Albanie**, nous avons œuvré pour étendre les droits des communautés vulnérables et promouvoir l'équité dans l'accès aux ressources économiques, aux services de base, à la propriété foncière et aux ressources naturelles.

En **Arménie** et en **Albanie**, nous avons pris des mesures pour renforcer la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires. Dans ces mêmes pays, nous nous sommes efforcés d'élargir l'accès aux ressources productives, aux connaissances techniques, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités de revenus, y compris des possibilités de revenus en dehors du secteur agricole.

Méditerranée et Moyen-Orient

En **Algérie**, en **Palestine** et au **Liban**, la priorité du CISP a été de contribuer à réduire la vulnérabilité et à renforcer la résilience des communautés et des groupes vulnérables. En plus de l'aide aux réfugiés, le CISP a contribué à renforcer les capacités locales de gestion et de prévention des crises humanitaires et à réduire la vulnérabilité aux chocs extérieurs.

L'aide alimentaire et les interventions du CISP pour la sécurité alimentaire en faveur des **Réfugiés Sahraouis** en **Algérie** constituent une contribution à la réduction de la vulnérabilité.



DÉVELOPPER L'INNOVATION ET RECHERCHER DE NOUVELLES SOLUTIONS

Afrique

Au **Niger**, nous avons encouragé le développement de techniques de construction sans l'utilisation du ciment et du bois pour répondre aux urgences de logement des populations marginales et nous avons renforcé la collaboration avec les institutions de recherche technologique. En **Somalie** et au **Kenya**, nous avons encouragé l'élaboration de méthodologies d'intervention sur les normes sociales afin de prévenir la violence à l'égard des enfants et la violence sexiste en collaboration avec des institutions universitaires internationales.

Amérique latine et Caraïbes

Partout sur le continent, nous avons développé des méthodologies novatrices qui permettent un plus grand impact des programmes et des politiques (compétences non techniques, Ententes Territoriales). A **Cuba**, nous avons continué à mettre en œuvre des actions innovantes dans le domaine de la culture et de l'art et pour le développement de nouvelles techniques d'horticulture en collaboration avec le Ministère Italien de l'Agriculture, des Forêts et du Tourisme - MiPAAFT. Au **Guatemala**, nous avons introduit des innovations et des méthodologies pour les services de extension rurale et au **Honduras**, nous avons travaillé pour apporter des réponses innovantes au grave problème de la malnutrition.



ÉGALITÉ DES GENRES

Afrique

Au **Mali**, nous avons promu les droits des femmes par des actions de renforcement des capacités des défenseurs des droits des femmes, le renforcement des réseaux et des partenariats et le renforcement de la coopération Sud-Sud. En **Somalie** et au **Kenya**, nous avons promu des programmes de lutte contre la violence sexiste par l'intégration des services de protection et d'assistance aux victimes, la promotion de changements dans les normes sociales qui justifient et encouragent la violence dans les communautés, des activités de plaidoyer dans les institutions et des actions visant à renforcer les possibilités d'accès aux enseignements primaire, secondaire, professionnel et technique et aux soins médicaux.

Au **Kenya**, en **Ethiopie**, au **Malawi**, au **Mozambique** et au **Niger**, nous avons travaillé pour l'autonomisation économique et sociale des associations et groupes de femmes au niveau communautaire. Au Kenya, nous avons accordé des bourses d'études spécialisées pour faciliter l'accès à la formation postuniversitaire.

Amérique latine et Caraïbes

Dans l'ensemble de la région, nous avons mis au point une stratégie de genre à appliquer dans tous les programmes et projets humanitaires et de développement et, en **Équateur**, nous avons continué de soutenir les associations de femmes dans le cadre de la réhabilitation après le tremblement de terre.

Europe de l'Est et Asie

En **Albanie** et en **Bosnie-Herzégovine**, nous nous sommes efforcés d'assurer la pleine et effective participation des femmes à la vie sociale et économique et l'égalité des chances à tous les niveaux. Dans ces pays, nous avons renforcé notre engagement en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes en encourageant l'estime de soi et la sensibilisation.

L'Italie et l'Union européenne

En **Italie** et dans les pays de l'**Union européenne**, nous avons accordé une priorité particulière au cinquième Objectif du Développement Durable et à ses sous-objectifs dans le cadre des initiatives d'éducation à la citoyenneté mondiale.

Méditerranée et Moyen-Orient

En **Algérie**, au **Liban** et en **Palestine**, nous avons renforcé les interventions visant à développer des services publics et des politiques de protection sociale adaptés aux besoins des femmes et encouragé leur participation effective dans les domaines économique, social et institutionnel. Nous avons également mis en œuvre des mesures pour garantir le droit d'accès à la santé sexuelle et reproductive. En **Algérie**, nous avons renforcé les associations nationales représentant les droits et les aspirations des femmes, en particulier celles qui sont dans le besoin et risquent d'être marginalisées, et encouragé le dialogue entre les institutions et les associations sur les questions d'égalité des genres.





MIGRATION ET DROITS DES MIGRANTS

Afrique

Au **Niger** et au **Mali**, nous avons promu des initiatives pour la protection et l'assistance humanitaire des migrants en transit, des mineurs non accompagnés et des femmes. Au **Niger**, au **Mali**, en **Éthiopie** et en **Somalie**, nous avons encouragé le renforcement des possibilités de développement, l'autonomisation et l'inclusion sociale et économique des jeunes dans les régions concernées par le système de migration irrégulière et à risque et nous avons mené des actions d'information et de sensibilisation des populations. Au **Niger**, au **Mali**, en **Mauritanie**, en **RDC**, en **Somalie**, au **Kenya**, en **Ethiopie**, au **Malawi**, au **Mozambique**, nous avons promu des opportunités de retour volontaire assisté.

Amérique latine et Caraïbes

Nous avons apporté notre aide aux migrants du Venezuela, tant en **Colombie** qu'en **Équateur**. En 2018, nous avons également suivi la tendance des migrations en provenance d'Amérique centrale, en particulier du **Honduras** et du **Nicaragua**.

Europe de l'Est et Asie

En **Arménie** et en **Géorgie**, nous avons travaillé pour la promotion de la corrélation entre migration et développement et la gouvernance responsable de la migration.

L'Italie et l'Union européenne

En **Italie**, nous avons lancé des projets pour l'intégration sociale et professionnelle des migrants en collaboration avec les autorités locales. Nous avons également mené des actions de sensibilisation et d'information du public autour d'un récit positif de l'intégration et d'actions pédagogiques antiracistes dans les écoles.

Méditerranée et Moyen-Orient

Les interventions du CISP au **Liban** en faveur des réfugiés syriens ont été inspirées par la priorité stratégique d'affirmer et de protéger le droit inaliénable de tout être humain fuyant la violence, la guerre et les régimes autoritaires de chercher et de trouver refuge dans des pays autres que le sien, comme codifié dans les "**Conventions de Genève**", et plus généralement d'obtenir de conditions de vie décentes et de meilleures opportunités dans des pays autres que le leur.





PROMOUVOIR LA PAIX

Afrique

Au **Niger**, au **Mali**, en **Mauritanie**, en **Ethiopie**, en **Somalie**, en **RDC** et au **Kenya**, nous avons promu un dialogue structuré au sein des communautés exposées aux conflits intra et intercommunautaires et entre la société civile et les institutions afin de prévenir la violence liée à la concurrence sur les ressources.

Amérique latine et Caraïbes

En **Colombie**, nous avons renforcé la stratégie d'appui à la mise en œuvre des accords de paix en accordant une attention particulière à la dynamique de participation et d'implication des communautés dans les processus de planification et de participation démocratique, en soutenant les autorités locales et régionales dans le contexte de la stratégie de développement territorial, même comme alternative à l'économie générée par les revenus du trafic de drogue. Nous avons renforcé les interventions de développement territorial dans les zones frontalières avec l'**Équateur**, afin de mettre en place des alternatives à l'économie informelle et illégale. En Amérique centrale, nous avons continué à soutenir et à promouvoir des initiatives susceptibles de représenter des alternatives concrètes à la violence et au trafic de drogue, en particulier pour les jeunes.

Méditerranée et Moyen-Orient

En collaboration avec des réseaux d'ONG et d'autres organisations internationales, le CISP participe à des activités de *plaidoyer* pour la résolution pacifique des conflits et le respect du droit international. Dans ce cadre, le CISP participe activement à la Plate-forme des ONG italiennes en Méditerranée et au Moyen-Orient et au Consortium International des Organisations non Gouvernementales dans les camps de réfugiés sahraouis.



SOUTENIR L'ÉLABORATION DE POLITIQUES INCLUSIVES

Afrique

Au **Niger**, au **Kenya**, en **Somalie**, en **Éthiopie** et au **Malawi**, nous avons encouragé le renforcement de l'impact des politiques de développement local par le dialogue entre les institutions locales et la société civile et travaillé au renforcement du rôle et de la responsabilité des institutions locales.

Amérique latine et Caraïbes

Dans ce continent, nous avons consolidé et promu des outils de compétences non techniques, en soutenant la *Mesa Regional de Cooperación sobre Competencias Transversales y Socioemocionales - MESACTS* et en incluant le thème et les méthodologies développés dans les nouveaux projets pour la région.

Nous avons renforcé notre action en Amérique centrale sur la question du handicap et du développement inclusif, en particulier pour les communautés autochtones.

Europe de l'Est et Asie

En **Albanie** et en **Bosnie-Herzégovine**, nous avons mené des actions de renforcement des institutions, à tous les niveaux de l'État, pour les rendre plus efficaces, responsables et transparentes et pour encourager le développement de processus décisionnels inclusifs, participatifs et représentatifs. Nous avons également mis en œuvre des actions de gestion durable et participative du territoire et des ressources naturelles et culturelles.





ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Afrique

Au **Niger**, au **Mali**, en **Mauritanie**, en **Somalie**, au **Kenya**, en **Éthiopie**, au **Malawi** et au **Mozambique**, nous avons travaillé au renforcement des capacités d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques des communautés vulnérables.

Amérique latine et Caraïbes

En 2018, nous avons continué à participer activement au réseau latino-américain pour la prévention et la réduction des catastrophes. Au **Venezuela**, nous avons réalisé des projets dans le domaine du changement climatique. En Amérique centrale, nous avons étendu nos interventions dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, en renforçant les alliances avec les acteurs italiens et européens et en articulant ces actions en stratégies de sécurité alimentaire et de développement inclusif.

Europe de l'Est et Asie

Nous avons intensifié nos efforts, en particulier dans les **Balkans**, pour assurer la conservation, la restauration et l'utilisation durable des écosystèmes et de leurs services, tels que les forêts et les montagnes. Nous avons encouragé la gestion durable des forêts, en assurant la conservation de la biodiversité et en réduisant la dégradation des *habitats* naturels. Nous avons également renforcé la collaboration avec les universités, les centres de recherche, les universitaires et les experts, et promu des interventions à l'appui des directives européennes sur l'environnement et la biodiversité.

L'Italie et l'Union européenne

Nous avons mis en œuvre des projets d'éducation à la citoyenneté mondiale et à la durabilité dans les écoles (formation des enseignants et promotion de matériel pédagogique) et des campagnes d'information et de sensibilisation destinées au grand public.

Méditerranée et Moyen-Orient

Au **Liban**, en **Palestine** et en **Algérie**, nous avons promu des campagnes de sensibilisation et des activités éducatives pour les jeunes et les communautés sur l'utilisation responsable de l'eau et des ressources environnementales en général. Nous avons promu un partenariat multipartite et multi-pays (Italie, Palestine, Liban, Jordanie) pour la promotion et la diffusion de politiques et de pratiques de tourisme durable comme outil d'amélioration, de protection et de préservation de l'environnement.



ATTENTION AU PATRIMOINE CULTUREL

Afrique

Au **Niger**, en **Somalie**, au **Mali** et au **Kenya**, nous avons soutenu la mise en valeur du patrimoine culturel, matériel et immatériel au profit de la cohésion et de l'inclusion sociales, en favorisant les possibilités d'emploi liées à la culture pour les jeunes et les communautés vulnérables.

Amérique latine et Caraïbes

Nous avons effectué des interventions dans le secteur culturel et artistique à **Cuba**, également pour accompagner le processus de réforme et de renforcement de l'autonomie des autorités locales qui a été entamé par le travail de réforme constitutionnelle. Nous avons consolidé un réseau régional dans le secteur culturel avec quelques institutions d'excellence cubaines comme points de référence. Nous avons continué à promouvoir la culture comme pilier de la construction et de la diffusion de la paix dans les projets en Colombie.

Méditerranée et Moyen-Orient

En partenariat avec les autorités publiques nationales et locales et les organisations de la société civile d'Italie, de **Palestine**, du **Liban** et de **Jordanie**, le CISP a développé des actions pour promouvoir le tourisme durable dans ces pays afin de créer des revenus et un développement socio-économique, en valorisant les ressources et le patrimoine environnemental et historique et culturel des destinations touristiques moins connues.

Formation avancée

La formation avancée est par sa nature "transversale" aux priorités stratégiques et intègre en particulier, dans la pratique du CISP, les éléments suivants: **construire des ponts, promouvoir le dialogue et l'intégration; accès à des services de qualité; égalité des genres; migration et droits des migrants; soutenir l'élaboration de politiques inclusives.** Dans les projets de formation avancée, ces priorités ont été concrètement mises en œuvre par le renforcement de la collaboration et du dialogue entre les pays, la collaboration entre les universités et les acteurs internationaux et locaux de la société civile, la collaboration entre les universités publiques et privées, la participation des institutions internationales telles que le PNUD, la FAO et l'UNESCO, le lien entre universités et plans de recherche et développement territorial. En outre, l'accès à la formation postuniversitaire pour les groupes vulnérables (par sexe, revenu, handicap, autres facteurs) est encouragé par l'octroi de bourses d'études dédiées.

En 2018, nous avons renforcé le Réseau de *Master du Cooperation and Development Network (CDN)* au **Kenya** avec l'*Université Kenyatta* et le *Tangaza College*, en **Palestine** avec l'*Université de Bethléem*, au **Népal** avec la *Western University*, en **Colombie** avec *ELACID (Escuela Latinoamericana de Cooperación Y Desarrollo)* et l'*Universidad del Norte*.

Chacune de ces entités a offert des Master en coopération internationale et les relations universitaires entre les pays ont été considérablement intensifiées. Nous avons également organisé des cours de formation avancée sur la conception et l'évaluation dans le cadre des plans de renforcement des capacités pour les gouvernements locaux, tels que ceux du Bangladesh et du Soudan.





SIÈGE À ROMA

VIA GERMANICO 198 - 00192 ROME - ITALIE
T. +39 06 3215498 - F. +39 06 3216163 - CISP@CISP-NGO.ORG
WWW.CISP.NGO